

# BOOK REVIEWS-REVUE DES LIVRES

---

*Crise de l'Agriculture Africaine* de Lamine Gakou, (193 p. Ed. SILEX, Novembre 1984 – Belgique)

Revue par Naceur BOURENANE

Le livre s'ouvre par un bref avant propos de l'auteur dans lequel il précise son projet. Gakou se veut modeste quant à son apport: «Nous n'avons pas cherché à faire dans ce travail une œuvre de spécialiste mais à dire des choses simples et simplement, à rappeler des vérités qui peuvent paraître évidentes mais qui sont de plus en plus évacuées, rejetées aux oubliettes en raison même de leur simplicité. Ces vérités n'en restent pas moins d'actualités et fondamentales». Cet essai est malgré tout fort ambitieux, essayer de «comprendre en profondeur les causes de cette crise» en remontant jusqu'à la période précoloniale et en esquissant les conditions indispensables pour en sortir. C'est ce que tente de faire l'auteur en sept chapitres.

Ce livre est introduit par une note de présentation de Samir Amin dans laquelle il situe la portée et la signification de cette contribution au regard du contexte international actuel pour conclure que «le défi ne sera [donc] relevé que par les peuples africains, le jour où les alliances populaires nécessaires leur permettront de déconnecter leur développement des exigences de la transnationalisation».

Dans son premier chapitre, l'auteur entreprend de faire «Le point sur» les performances de l'agriculture de 1950 à 1980 à partir d'une analyse des statistiques internationales en comparant les potentialités et les niveaux de leur valorisation en Afrique à celles des autres ensembles régionaux et en rappelant les types de mesures engagés dans chacun d'eux. Après un examen de la situation des différentes sous-régions du continent, l'auteur conclut au «retard important de l'agriculture africaine par rapport à celle des autres régions du monde et surtout la difficulté croissante que cette agriculture éprouve pour pouvoir nourrir les populations du Continent». Le second chapitre reprend de manière synthétique les hypothèses et les débats qui ont eu cours durant les deux décennies écoulées parmi les marxistes d'expression française autour de la caractérisation des sociétés précoloniales. L'auteur conclut au caractère «rigide» des structures communautaires qui ont pu fonder des Etats parfois politiquement bien organisés mais à base économique fragile, pouvant difficilement résister ou contre-carrer la pénétration coloniale.

Le troisième chapitre traite de la soumission des modes de production caractéristiques de l'Afrique précoloniale, de leurs formes et de leur évolution historique jusqu'à l'avènement des indépendances. En une dizaine de pages Gakou traite des types d'appropriation du surtravail paysan pendant l'ère coloniale. Il en retire deux faits. D'une part «le capitalisme colonial s'est accommodé des formes socio-économiques africaines quand elles le

servaient bien ainsi», les modifiant «sensiblement lorsque ses intérêts l'exigeaient». D'autre part les indépendances ne sont autres que l'expression d'un approfondissement de la crise, du triomphe de l'impérialisme «moderne» sur le système colonial devenu désuet et d'une plus grande exploitation des masses paysannes par les «classes» dominantes, «bourgeoisies et petites bourgeoisies» locales pour leur propre compte et celui des monopoles impérialistes.

Les chapitres 4 et 5 traitent de la 1ère et de la 2ème décennie post-indépendance, du développement du système d'extraversion à la recherche de palliatifs à la crise vivrière engendré pas par ce processus. Si le chapitre 4 ne fait que rappeler très brièvement la façon dont les nouveaux Etats ont reconduit la politique d'exploitation coloniale et les effets induits par une telle pratique, le chapitre 5 s'attache à partir d'études de cas précis à démontrer les deux axes autour desquels s'est articulée l'action dans les années 70, la politique de développement des petites exploitations agricoles et la stratégie des besoins essentiels. La méthode qui y est suivie est fort intéressante. Elle se fonde sur la prise en compte simultanée de différents niveaux de la réalité. Cela confère du coup à l'analyse plus de richesse et aux conclusions d'avantage de poids, notamment pour ce qui concerne la Banque Mondiale et dans une certaine mesure le BIT et leur rôle dans la tentative de dépassement des contradictions, somme toute «insurmontables», auxquelles le système capitaliste mondial est confronté. Le 6e chapitre se propose d'établir une synthèse théorique de l'ensemble des développements précédents quant aux formes de contrôle du système productif et du statut du producteur direct en son sein.

Dans son dernier chapitre 7, l'auteur tente de tirer des conclusions pratiques de son analyse, en proposant des solutions alternatives à la crise et en situant clairement la problématique sous-tendant celles-ci: «On ne peut que se situer sur le terrain de la lutte des classes au niveau national et international qui détermine les politiques ainsi suivies». Après avoir proposé sa lecture de la nature des classes sociales en Afrique, de leur évolution et de leur poids respectif depuis les indépendances, l'auteur définit ce que recouvre pour lui l'alternative en termes «d'alliances populaires», de programmes d'actions concrets.

Le livre se conclut sur une note pessimiste: «Le système capitaliste repose sur des rapports de classe donc sur des rapports de force. Tant que les peuples dominés ne constitueront pas une véritable force par leur unité, ils ne seront écoutés que par simple belle manière. Quant aux peuples africains, ils ne trouveront le salut que le jour où ils construiront l'Afrique des peuples. Malheureusement, il ne semble pas que nous nous en approchions beaucoup».

On y trouve en annexe un document fort intéressant reprenant les doléances de riziculteurs parti-prenante à l'opération Riz de SAN Mali, une série de tableaux statistiques principalement sur l'évolution de la situation agricole et alimentaire dans les différentes sous-régions constitutives du continent.

Rédigé dans un style simple, ce qui rend sa lecture fort aisée, cet ouvrage constituera certainement un document de référence pour le grand public, notamment pour les étudiants. Cependant il pourrait laisser quelque peu le lecteur averti sur sa faim et susciter des interrogations voire une certaine gêne. Celle-ci pourrait s'exprimer à plusieurs niveaux.

D'une part à un niveau que l'on pourrait qualifier faute de mieux de « technique ». Dans les chapitres 1 et 4 principalement, l'auteur s'appuie sur des chiffres communément utilisés dans les comparaisons internationales (dont certains sont du reste anciens). Ils résultent le plus souvent des rapports établis par les Etats, revus par les institutions qui ont la charge de les publier (FAO, etc...). Lorsqu'on connaît le niveau de développement des structures de collecte des données dans les différents pays du continent et les conditions socio-politiques dans lesquelles elles sont produites, on ne peut qu'être sceptique quant à leur fidélité et validité (tout au plus peut-on accepter des données du type de celles portant sur les exploitations et les importations, encore que les gaspillages liées au stockage, au transport, etc.. réduisent sensiblement leur portée). Cela nous conduit ici à la critique de la thèse communément admise de la baisse tendancielle de la production alimentaire qui s'appuie entre autres sur l'augmentation des importations. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que des calculs effectués par les services de la C.E.A. ont montré qu'il n'y avait pratiquement aucune corrélation statistique entre l'évolution du volume des importations, du niveau de la production et du taux d'urbanisation dans bon nombre de pays africains.

Cela vaut encore pour le rapport susceptible de s'établir entre l'évolution officielle des disponibilités alimentaires et celle de la mortalité (qu'il s'agisse de la mortalité générale ou infantile). Mais au-delà des chiffres eux-mêmes, les ratios usités sont pour le moins inopérants. En dehors d'un modèle technologique précis, de conditions naturelles similaires et d'activités productives proches, on ne voit pas ce qui pourrait autoriser les comparaisons de quantités d'engrais ou d'énergie à l'hectare (réduite elle-même à la seule mécanisation). Pire encore ce raccourci dans la comparaison revient de fait (probablement à l'insu même de l'auteur) à postuler que le processus technologique dominant dans les pays occidentaux est celui qui conviendrait dans les différentes sous-régions de l'Afrique indépendamment des potentialités physiques et socio-scientifiques (ce dernier aspect pourtant capital n'est pas du tout pris en ligne de compte) qui les caractérisent, thèse probablement étrangère à la pensée de l'auteur. Le dernier élément technique de moindre importance porte sur les calculs eux-mêmes, mais qui amène par exemple à nuancer l'échec des projets de développement des petites exploitations en matière de santé. Les résultats avancés, rapportés aux sous-populations concernées dans l'opération Riz Ségou (Mali) sont loin d'être minces. Reste cependant à savoir si l'inexistence de ces informations pour les autres projets exprime (comme le soutient l'auteur) l'absence de ces préoccupations.

Le second niveau auquel se situeront ces remarques concerne les «non-dits», sur des aspects de la question qu'il ne nous semble pas utile de taire tant ils corroborent ou nuancent l'analyse à ses différents moments. On se contentera simplement d'en énumérer quelques-uns parmi les plus importants. Ainsi Gakou ne rend pas compte des luttes qui opposent les pays de la CEE aux USA (et aux nouveaux grands producteurs mondiaux) sur le marché des produits alimentaires et qui ne peuvent être tenues pour négligeables ni dans l'analyse, ni dans la définition de stratégies alternatives. Il passe également sous silence les problèmes techniques auxquels tendent à être confrontés les agricultures des pays capitalistes développés (pollution, montée des sels, etc...) – chapitre 1 -. Il ne dit pas non plus grand chose sur les bénéficiaires des opérations de développement (origine sociale, ethnique, géographique, mode de sélection, etc...). D'autres questions se posent. Par exemple y-a-t-il un rapport à établir en Afrique entre tentative de promotion du secteur vivrier et délocalisation industrielle (chapitre 5), compte tenu de la nature des produits agricoles africains d'exportation, de leur poids sur le marché mondial (importance d'autres zones de production, existence de produits de substitution, etc...) à quelles conditions l'unité des producteurs africains pourra peser sur les cours des choses (chapitre 7), n'y-a-t-il pas également une certaine contradiction entre la constitution de grands espaces socio-économiques et les petites réalisations industrielles ?

Enfin, son bilan de débats autour de l'approche marxiste de la caractérisation de la situation précoloniale et coloniale ne réfléchit que partiellement la richesse et les apports multiples des différents chercheurs (tant francophone qu'anglophone). Ils ne sont guère réductibles aux trois thèses «principales» (en fonction de quels critères). Il est difficile ainsi de passer sous silence les points de vue de Meillassoux, de Terray ou de Copans pour ne pas citer d'autres plus récents tel que J.L. Amselle ou ne référer qu'à l'école française. De plus il aurait été intéressant d'aborder les débats qui ont entouré d'autres concepts ou notions telles que celle de communauté, tant leur poids dans la caractérisation de la situation précoloniale a été grand.

Le troisième niveau est d'ordre théorique. Ici aussi, on se contentera de soulever quelques unes des questions suscitées par la lecture du livre de Gakou. La première porte sur la définition de la notion d'Etat. Selon l'auteur, elle renverrait à une «forme d'organisation sociale où une classe sociale domine et exploite le reste de la société organisée ou non en classes distinctes». Quel statut théorique et opératoire faut-il accorder à une telle définition? Est-elle spécifique et particulière à l'Afrique précoloniale ou au contraire représente-t-elle une utilité pour la période présente ? La seconde porte sur la structure de classes des sociétés africaines – n'y'a-t-il pas eu ici une certaine «translocation» théorique par la translation de catégories opératoires (dans des milieux historiques précis vers d'autres différents) ? En quoi les notions d'esclaves, de petite bourgeoisie, etc... recouvrent et réfèrent des logiques, des finalités, des pratiques sociales similaires et réductibles. Ces «raccourcis» conceptuels peuvent être néfastes au double plan de

la connaissance et de l'action. La troisième concerne la périodisation faite du processus colonial et la manière dont il a été traité. Peut-on le considérer à l'instar de la littérature classique – comme un processus unique ayant subi peu de modifications au niveau d'une même sous-région ? Ne s'agit-il pas de mouvements historiques fort enchevêtrés et complexes qui ont pris au même moment des formes différentes et complémentaires pour constituer quelquefois des espaces socio-économiques et politiques intégrés et engendrés par moment des entités sociales, économiques et politiques hétérogènes. Est-ce que ces processus n'ont pas varié selon les rapports de forces au sein des métropoles, entre elles, celles-ci et leurs colonies respectives ? A-t-on le droit dans ce type de travail (compte tenu du type de lecteur potentiel) de lisser ces complexités ?

La quatrième porte sur le problème de l'accommodation du système colonial puis néo-colonial avec les modes de production anciens. En quoi consiste-t-elle, comment a-t-elle évolué, etc... S'agit-il d'une simple «accommodation» ou au contraire de la nécessité pour les capitalistes de composer avec des sujets historiques non passifs, selon des formes imposées par les rapports de force à l'échelon local, sous-régional et mondial. Comment faut-il considérer cette lecture par rapport à d'autres comme celle globalisante proposée par Wallerstein par exemple (qui avance le concept d'économie-monde).

La cinquième porte sur les distinctions faites entre soumission informelle, formelle et réelle. Qu'apporte-t-elle de nouveau dans le champ de l'analyse marxiste ? Ne risque-t-elle pas d'opacifier le concret et d'accroître la confusion ?

Est-ce que la définition de l'exploitation agricole telle que reprise par l'auteur relève d'une approche marxiste ? N'est-ce pas le mode de combinaison technique et sociale des éléments constitutifs du procès de production qui devrait primer sur la qualité et la nature apparente des relations sociales dans la considération des situations concrètes ? C'est peut-être ici que l'usage du concept de soumission formelle et réelle aurait été la plus fructueuse. Notons au passage la contradiction dans les termes entre la grande diversité des structures agraires qui interdit selon l'auteur toute généralisation, et une description qui se voudrait représentative de la «majorité des cas» en Afrique au Sud du Sahara.

Quel statut théorique enfin accorder aux solutions envisagées pour sortir de la crise ? n'y-a-t-il pas en œuvre une vision idyllique du pouvoir populaire, articulé autour d'une sorte de fédération de producteurs associés ?

L'ensemble de ces éléments parmi d'autres encore amène à se demander si en cherchant à énoncer simplement des vérités évidentes, l'ouvrage ne tend pas à émasculer la réalité, ce qui d'ailleurs transparait déjà au niveau du titre. Peut-on parler de la Crise de l'Agriculture Africaine ou doit-on traiter des Crises des Agricultures Africaines.

Tous ces développements rendent compte de l'utilité et de la richesse de cet ouvrage qui vient à point nommé pour servir de référent à des débats dont certains sont encore ouverts et d'autres à peine esquissés.

## NOTES TO CONTRIBUTORS

All manuscripts should be in triplicate and in a form suitable for sending to the printer. The copies must be typed in double spacing. Articles should be accompanied by a record of the authors' name and affiliation, and by a summary of 500 words (for translation purposes) giving a clear indication of the nature and range of the results in the paper.

Citations in the text should read thus: (Amin 1975) or, for specific quotations, (Amin, 1975 pp. 61-62). The convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975B), should be used if more than one publication by the same author(s) in a particular year is cited. References should be listed in full, alphabetically at the end of the paper in the following style:

- Nabudere, D. W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*. London, Onyx.
- Yachir, F. (1978) «Recherche Economique et Systeme Mondial Capitaliste: le Tiers-Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche» *AFRICA DEVELOPMENT*, Vol. III, No. 4.

## NOTES AUX AUTEURS

Les manuscrits doivent nous parvenir en trois exemplaires et prêts à être imprimés. Les exemplaires doivent être écrits à interligne double. Doivent être joints à l'article : des détails concernant les auteurs, le nom et l'affiliation, et un résumé de 500 mots (pour traduction éventuelle) donnant une indication précise de la nature de l'article et une vue d'ensemble des résultats trouvés.

Les citations à l'intérieur du texte doivent être libellées comme suit : (Amin, 1975) ou, dans le cas des citations particulières (Amin, 1975 pp. 61-62). La convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975 B) doit être employée si plus d'une publication du (es) même(s) auteur(s) est citée. La Bibliographie doit être donnée en entier et par ordre alphabétique à la fin de l'article sous la forme ci-dessous :

- Nabudere, D. W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*. London, Onyx.
- Yachir, F. (1978) «Recherche Economique et Systeme Mondial Capitaliste : le Tiers-Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche» *AFRICA DEVELOPMENT*, Vol. III No. 4.

## ANNUAL SUBSCRIPTION / ABONNEMENT ANNUEL

African Institutes - Instituts africains: dollars 32 US / 32 dollars US

Other Institutes - Autres Instituts : dollars 35 US / 35 dollars US

Individuals - Individuels : dollar 30 US / 30 dollars US.

### Postage / Expédition

African Institutes - Instituts africains / by Air Mail - par Avion

Rest - Rest / by Surface Mail - par Voie Ordinaire

Current Individual Copy / dollars 7 US - 35 FF.

Exemplaire en cours / dollars 7 US - 35 FF.

Back Issues - Numéros précédents / dollars 10 US - 51 FF.

Subscription should be sent to / L'Abonnement doit être envoyé à :

The Editor,  
CODESRIA  
B.P. 3304,  
Dakar - SENEGAL.



**CONTENTS-SOMMAIRE**

**Dr. Bright U. EKUERHARE**  
On Industrial Underdevelopment in  
Nigeria: A Theoretical Celebration of  
Walter Rodney.

**Abdoulaye DIAGNE**  
Firmes Transnationales, Institutions Financières Internationales  
et la Crise Economique et Sociale de l'Afrique.

**A.B. ZACK-WILLIAMS**  
Some Comments on the Manufacturing Sector in Sierra Leone

**Paul B. VITTA**  
The Informal Sector in Eastern Africa: Selected Policy-  
Related Issues

**Krzysztof J. NERS**  
Le Mode d'Accumulation Mimétique et la Cohérence  
Interne du Système Economique National

**Chibuzo S.A. OGBUAGU**  
The Politics of Industrial Location in  
Nigeria

**Abdelmadjid BOUZIDI**  
Industrialisation et Stratégie des Besoins  
Sociaux en Algérie.

**John BRADBURY & Eric WORBY**  
The Mining Industry in Zimbabwe:  
Labour, Capital and the State

**Peter E. COUGHLIN**  
«Converting Crisis to Boom for  
Kenyan Foundries and Metal  
Engineering Industries: Technical  
Possibilities Versus Political and  
Bureaucratic Obstacles»

**BOOK REVIEW**  
**N. BOURENANE**  
Crise de l'Agriculture Afri-  
caine de Lamine GAKOU